



# Déjeuner du Cercle Europe et Economie sociale

## Richard Ashworth, eurodéputé britannique

**Mercredi 4 mai, le Cercle Europe et Economie sociale a eu le plaisir de recevoir à l'occasion de son déjeuner mensuel, Richard Ashworth, eurodéputé britannique du Parti Conservateur, pour un échange autour du Brexit et des implications d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne**

### Contexte et raison de l'organisation du référendum

Pour Richard Ashworth, le monde occidental européen est en crise qui touche de plein fouet l'Union européenne et les citoyens. La société actuelle ne semble plus satisfaire les européens, car elle ne correspond plus à l'idéal qui a été promu après la seconde guerre mondiale.

Selon le député, une grande partie de la population estime que l'Europe est impuissante face aux grands enjeux actuels, ce qui accentue la fracture entre les Institutions et les citoyens. Richard Ashworth estime que l'un des problèmes est la non intégration de certains domaines politiques et économiques.

Le membre du Parlement souligne aussi que dans les années 70, le mouvement *anti-establishment* était d'extrême gauche alors qu'actuellement c'est un mouvement d'extrême droite. Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, le BNP (British National Party) a complètement disparu et c'est l'aile droite du Parti Conservateur, pour rappel qui est une coalition d'individu et pas un parti politique au sens français du terme, qui a pris sur elle la question européenne et la fronde anti-Union européenne. Cette frange du Parti Conservateur joue un rôle dangereux. Richard Ashworth estime que si le camp du « *Leave* » l'emporte cela aurait pour conséquence de faire implorer le Party pour les deux prochaines décennies.

Selon lui, ce référendum n'était pas nécessaire. David Cameron, a été poussé par la montée d'UKIP et l'aile droite du BNP.

### Engagement et avis personnel

Richard Ashworth est fervent supporter de l'UE, et le Brexit doit être utilisé pour ce qu'il est, c'est-à-dire la possibilité de donner une nouvelle impulsion à l'Europe.

D'une manière générale, le député regrette que les européens ne réalisent plus l'opportunité économique que représente l'Europe. Même si certaines mesures législatives ne lui semblent pas pertinentes, le député appelle les européens à garder une vision macroéconomique de la situation. Richard Ashworth se demande comment l'on peut croire au Royaume-Uni que l'on s'en sortira mieux en quittant le plus grand marché des biens et services du monde avec le plus grand taux de richesse par habitant.

Les sondages actuels donnent le « *Stay* » devant le « *Leave* ». Ce qui est néanmoins frappant, souligne Richard Ashworth, c'est le nombre de personnes indécises. Selon lui ces personnes ne savent pas se positionner sur la question car elles pensent ne pas en savoir assez. Richard Ashworth pense que les responsables sont à chercher du côté du système éducatif, des médias et surtout de la classe politique. Celle-ci n'a eu de cesse de pointer du doigt l'UE quand cela allait mal et de s'attribuer les mérites quand cela l'arrange. Il n'est pas normal selon lui que



Richard Ashworth est le porte-parole du parti Conservateur britannique au sein des commissions parlementaires AGRI et BUDG.

Il est eurodéputé depuis 2004.

En tant que membre de la commission des budgets, il a été étroitement impliqué dans la négociation du cadre financier pluriannuel de l'UE qui a fixé les paramètres de dépenses de 2014 à 2020.

Il a été le président de NFU, une organisation qui représente agriculteur et contrôlée l'agro-industrie et les coopératives de Grande-Bretagne à Londres et à Bruxelles. Il a également été membre du ministre de l'Agriculture du comité consultatif de la chaîne alimentaire.

l'on demande aux députés européens d'expliquer la politique européenne du gouvernement alors qu'ils ne se mêlent pas de politique nationale !

La campagne pour le référendum est courte, à peine 10 semaines, et est très difficile sur le terrain. Cependant, Richard Ashworth est confiant sur le fait que le camp du « Stay » l'emportera.

Une des façons pour l'eurodéputé conservateur de raviver la flamme est que les peuples s'approprient la gestion des budgets européens.

### Les arguments en faveur de la sortie

Ils se basent sur le ressentiment des gens et la question de la perte de contrôle de sa souveraineté, c'est-à-dire en mettant en avant une vision romantique des choses.

Le référendum sur la sortie de l'UE semble être une opportunité qui n'arrive qu'une fois dans une vie. Plutôt que de se préoccuper de petites frustrations et de querelles bénignes, il faut faire prendre conscience aux gens que ce qui se décide va avoir une influence sur le long terme.

Richard Ashworth identifie trois principaux problèmes pour lesquels les réponses ne pourront être trouvées qu'au sein de l'UE car ce sont des problèmes globaux :

- Les différences entre les grandes puissances vont s'altérer. Afin de garder sa position dominante il va falloir faire des investissements importants et dans de nombreux domaines.
- Les violences sont encore trop présentes aux portes de l'Europe (avec le Printemps Arabes ou la volonté expansionniste de la Russie) ce qui met en danger la prospérité et la paix en Europe
- Les différences entre les pays riches et les pays pauvres va encore s'accroître et l'immigration économique sera encore plus forte

Ces problèmes demandent de nouveaux positionnements car l'UE doit pouvoir faire plus pour les futures générations. Richard Ashworth estime que ce référendum va permettre une relance de l'Union, laissant derrière elle les rancunes et montrant une volonté d'avancer.

Le député appelle également le gouvernement britannique à prendre ses responsabilités et à être plus transparent sur les travaux de l'UE. Selon lui les Britanniques sont encore trop dans le brouillard quand il est sujet des questions européennes, d'où la nécessité de mettre en place une vraie politique éducative.

### Interférence avec le scrutin du 5 mai

Le 5 mai se sont tenues les élections régionales au Royaume-Uni : l'Irlande du Nord, l'Ecosse, le pays de Galles ont une nouvelle composition de leur chambre régionale. Et Londres a choisi comme maire le travailliste Sadiq Khan succédant ainsi à Boris Johnson partisan du Brexit. D'une manière générale, les débats des régionales n'étant en rien liées au débat sur le Brexit.

Boris Johnson a choisi de se positionner en faveur du Brexit parce car il souhaite reprendre le poste David Cameron ne partageant néanmoins pas spécialement un sentiment anti-européen. Sa position est sur le fond purement politique qu'idéologique.

Le message du camp « Leave » a été très critique envers le gouvernement et le président Obama lors de sa récente visite au Royaume-Uni.

Selon Richard Ashworth les débats étant violent il sera difficile à l'avenir de « passer l'éponge » sur ce qui a été dit par les différents camps.

## Quelles conséquences, sur le plan réglementaire, en cas de Brexit ?

Personne ne le sait. Il y a tellement d'interconnexion entre le Royaume-Uni et l'UE que penser tout déconstruire en seulement deux ans est impensable. D'ailleurs une étude récente estime que cela prendrait neuf ans. Si l'on reste pragmatique, même s'il y a une sortie du Royaume-Uni les grandes entreprises continueront à faire des affaires et des nouvelles connexions se créeraient. Il y aura un fort phénomène de résilience. Ces entreprises devront quand même se plier aux règles édictées par la Commission si elles veulent opérer sur le plus grand marché prospère du monde.

D'un point de vue logique, Richard Ashworth ne comprend pas pourquoi on voudrait en sortir si c'est pour quand même devoir se plier aux règles. Et en plus, en sortant, le Royaume-Uni n'aura plus la même force de persuasion et de poids sur les négociations qu'actuellement

Il y a derrière tout le Brexit une sorte d'alignement d'argument d'ordre affectif en faveur de la sortie mais qui ne trouve pas et ne propose pas de scénario crédible.

## Conséquence sur les politiques et l'Union européenne

Le Royaume-Uni a une influence sur la manière de tenir les cordons de la bourse. En effet, elle fait partie d'un groupe de pays que Richard Ashworth qualifie de « *Nordish Economy* » (Royaume-Uni, Pays-Bas, Danemark, Suède, Finlande, Allemagne), en opposition à la « *Sudish Economy* » (typiquement pays du bassin méditerranéen).

Ces deux façons de voir s'affrontent régulièrement. Depuis deux ans, la Commission semble prendre le pli de la Nordish. Elle a lancé du « *performance budgeting* » c'est-à-dire qu'elle a priorisé certains domaines dans lesquels elle investit. En effet, avant que l'année 2016 ne commence, près de 98 % du budget total de l'UE était déjà alloué !

Si le Royaume-Uni part, Richard Ashworth estime que la perte de son influence se fera sentir sur ce point, sans oublier qu'il représente également une belle manne financière

Richard Ashworth espère également que les Parlements nationaux auront réellement un plus grand rôle afin de rapprocher le citoyen des sujets européens, tout en augmentant son crédit démocratique.

## Remarque des participants

Les membres du CEES ont également pu adresser quelques observations :

- le référendum est une bonne chose car il cristallisera les positions. Quel que soit l'issue, cela va permettre à l'ensemble de l'UE de travailler sans cette menace de départ du Royaume-Uni. Richard Ashworth est d'accord avec ce point de vue. Ce référendum doit être un nouveau point de départ pour relancer l'intégration européenne.
- le Royaume-Uni a provoqué lui-même cette situation. En effet, historiquement Tony Blair, Premier Ministre à l'époque, a poussé à l'élargissement à l'Ouest alors que l'intégration n'était pas assez forte. Richard Ashworth estime que le point soulevé est tout à fait juste. On doutait de la compétence budgétaire et économique de la Bulgarie et de la Roumanie. La leçon a été retenue par la Commission, et son président, Jean-Claude Juncker, a été très clair il n'y aura plus d'élargissement même si la Serbie et la Bosnie frappent à la porte. En ce qui concerne la Turquie, il faut garder en tête que l'accord technique sur les réfugiés n'est en aucun cas un accord pour la réouverture de la procédure d'adhésion et il ne faut pas considérer l'adhésion de la Turquie comme acquise, loin de là.

\*\*\*